



**MERCREDI 26 FÉVRIER 2014**

**SOMMAIRE**

- 1) Un début
- 2) Couacs ! couacs !
- 3) Elle ne croit pas...
- 4) Montebourg à la charge
- 5) Rachida Dati n'aime pas...
- 6) La jeunesse rêve d'en...
- 7) Mauvaise élève de l'UE



Gérard Diez La Presse en Revue

**I) Jusqu'à 300 000 emplois créés avec le pacte de responsabilité ?**



François Hollande lors d'une grande conférence de presse à l'Élysée, le 14 janvier 2014.  
(ALAIN JOCARD / AFP)

**Le Haut conseil pour le financement de la protection sociale a évalué l'impact d'un allègement des cotisations patronales sur l'emploi. Les effets sont favorables, mais limités.**

François Hollande a fait du pacte de responsabilité une de ses mesures phares. Le Haut conseil pour le financement de la protection sociale évoque une progressivité de la CSG et la création de 300 000 emplois maximum dans le cadre du dispositif, selon des documents dont l'AFP a obtenu copie lundi 24 février.

Dans une note commandée avant l'annonce du pacte, qui doit permettre d'alléger de 30 milliards d'euros les charges des entreprises, le Haut conseil planche notamment sur l'avenir de la Contribution sociale généralisée (CSG). Il envisage entre autres de la rendre progressive, donc plus ou moins élevée en fonction des revenus, ou de remettre en cause partiellement ou totalement sa déductibilité de l'impôt sur le revenu.

### **Des effets "circonscrits"**

Le Haut conseil a également simulé l'impact d'une baisse des cotisations sur l'emploi. Cet impact est "plus élevé lorsque l'allègement est concentré sur les salaires modestes", souligne le Haut conseil. Dans ce cas, le "nombre d'emplois créés en cinq ans (...) pourrait alors passer à environ 300 000 si l'on ne tient pas compte du nécessaire financement de cet allègement".

Sauf que le Haut conseil estime que "le mécanisme pur d'allègement du coût du travail" joue certes de "façon favorable, mais relativement circonscrite, sur l'activité économique et l'emploi". Autrement dit, les effets sont limités selon les experts, et compenser ces allègements, par une hausse de la TVA ou de la CSG, affecterait le pouvoir d'achat et la consommation des ménages.

[LAPRESSEENREVUE.EU](http://LAPRESSEENREVUE.EU)

## **II) Socialistes et Verts : l'interminable liste des couacs**

Par Le Nouvel Observateur

Ils gouvernent ensemble, mais pas toujours de concert. Retour sur les principales divergences exprimées haut et fort entre les deux partis.



Le Premier ministre socialiste Jean-Marc Ayrault et la ministre Verte du Logement Cécile Duflot, pas toujours sur la même longueur d'onde. (LCHAM/SIPA)

Les Verts ont une nouvelle fois brouillé la parole gouvernementale ce week-end, lorsque la ministre du Logement Cécile Duflot a exprimé son soutien aux opposants de l'aéroport Notre-Dame-des-Landes, projet défendu par le Premier ministre Jean-Marc Ayrault. Une dissonance de plus dans une alliance PS-EELV qui ressemble plus à une mer agitée qu'à un long fleuve tranquille. Retour sur des couacs à répétition.

### **Notre-Dame-des-Landes**

Le couac le plus récent remonte à ce week-end. Samedi 22 février, Cécile Duflot affirme dans un entretien au "Monde" que si elle n'était pas ministre, elle soutiendrait "plutôt deux fois qu'une" les opposants au projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes (Loire-Atlantique), alors que ceux-ci s'apprêtent à manifester dans l'après-midi.

Le lendemain, dimanche 23 février, Jean-Marc Ayrault estime qu'EELV doit "sortir de l'ambiguïté" au sujet de son soutien aux opposants à l'aéroport. Lundi 24 février, en visite au Salon de l'agriculture, il met de l'eau dans son vin, en précisant qu'"on a besoin de tout le monde" pour la réussite du Pacte de responsabilité.

Les Verts ont également tenté de calmer le jeu, la secrétaire nationale d'EELV, Emmanuelle Cosse,

rappelant qu'elle avait "toujours dénoncé les actes de violence".

## **La dépénalisation du cannabis**

Tout commence en juin 2012. Cécile Duflot, encore secrétaire nationale d'EELV, vient d'être nommée ministre du Logement. Deux semaines plus tard, le 5 juin, elle se déclare favorable à la dépénalisation du cannabis, rappelant que son parti défend cette position depuis "très longtemps".

Le Premier ministre, Jean-Marc Ayrault, la rappelle à l'ordre. Il souligne que "le gouvernement n'a rien dit sur ce sujet".

Cinq mois plus tard, le 14 octobre 2012, Vincent Peillon, ministre de l'Education nationale, se positionne en faveur d'un débat sur la dépénalisation du cannabis, "pour lutter contre les trafics".

<http://youtu.be/jK9lQuhr4wE>

Le lendemain de cette déclaration de Vincent Peillon, François Hollande demande à son premier ministre "de faire respecter l'ordre au sein du gouvernement et de faire en sorte que les ministres ne s'expriment que sur leurs sujets de compétence". "L'avertissement du premier ministre peut être entendu au-delà de Peillon", prend soin de préciser Matignon.

## **La cause Rom**

Août 2012 : le ministre de l'Intérieur Manuel Valls défend une politique de "fermeté" à l'égard des campements illicites de Roms. Il en accélère les évacuations. Cécile Duflot juge alors que démanteler ces campements sans reloger les populations Roms revient à "mettre les gens dans une précarité encore plus grande".

Un an plus tard, rebelote. En septembre 2013, Manuel Valls déclare que seule une minorité de Roms veut s'intégrer. Cécile Duflot l'accuse alors d'être allé "au-delà de ce qui met en danger le

pacte républicain".

Cette affaire provoque un nouveau rappel à l'ordre de la part de François Hollande auprès de ses ministres.

## **Dossier énergie, chapitre 1 : le nucléaire**

Comme son collègue de l'Intérieur, le ministre du Redressement productif Arnaud Montebourg est lui aussi assez prompt à déclencher la colère des écologistes. Il lâche en août 2012, que le nucléaire est "une filière d'avenir".

Denis Baupin, vice-président EELV de l'Assemblée nationale, juge qu'il s'agit d'"une profession de foi en décalage total avec la réalité". La ministre Cécile Duflot, elle, joue l'apaisement dans son camp. Elle laisse entendre que la position d'Arnaud Montebourg ne modifiera pas d'un iota les engagements de François Hollande sur l'abaissement de 75% à 50% de la part du nucléaire en France.

## **Manuel Valls**

quant à lui, soutient Arnaud Montebourg et en remet une couche : "Le nucléaire est évidemment une filière d'avenir".

## **Dossier énergie, chapitre 2 : le gaz de schiste**

Juillet 2013 : Arnaud Montebourg toujours, se prononce en faveur de la création d'une compagnie publique pour exploiter de manière écologique le gaz de schiste.

Cette fois, c'est Jean-Vincent Placé qui monte au créneau. Le président du groupe écologiste au Sénat estime alors Montebourg est "nuisible à l'écologie, nuisible au gouvernement".

Delphine Batho, ex-ministre socialiste tout juste déchue de l'Ecologie s'oppose à son tour à l'idée d'une exploitation propre du gaz de schiste, qu'elle soit publique ou privée.

Philippe Martin, successeur socialiste de Delphine Batho à l'Ecologie, remet en doute l'aspect écologique de l'exploitation du gaz de schiste en déclarant : "La question d'une exploitation écologique des gaz de schiste ne se pose pas".

## L'écologie dans le budget 2014

Au moment de la présentation du budget 2014, en septembre 2013, Philippe Martin affirme que le gouvernement ne prévoit pas de dispositif particulier pour réduire l'avantage fiscal du diesel sur l'essence. Même s'il revient ensuite sur ses propos, il suscite de vives réactions chez les écologistes.

La coprésidente du groupe EELV à l'Assemblée nationale, Barbara Pompili, a déclaré le 13 septembre que "sans grande orientation prise sur l'écologie" il sera "compliqué" pour son parti de rester au gouvernement.

Deux jours après, à l'occasion d'une interview télévisée sur TF1, François Hollande répond aux menaces du parti Europe Ecologie-les Verts de quitter le gouvernement : "Je ne pense pas qu'il faille raisonner ainsi (...). Chacun doit se déterminer non par rapport à un parti, même si cela compte." Mais pour l'"intérêt de la France, pas simplement pour l'année 2014, l'intérêt à moyen terme, à long terme."

Mélody Locard, avec AFP

## III) France : la Commission européenne ne croit pas une réduction des déficits en 2014 et 2015

Par Les Echos

**A l'occasion de la publication de ses nouvelles prévisions d'hiver, la Commission européenne estime que les objectifs de réduction des déficits publics sous la barre des 3 % "sont menacés". Avec une croissance de 1 % cette année et de 1,7 % en 2015, les déficits seraient de 4 % cette année et de 3,9 % en 2015.**



Pour la Commission européenne les déficits publics resteront proches de 4 % cette année et en 2015 - AFP

Mauvaise nouvelle pour l'exécutif français. La Commission européenne qui affiche sa confiance dans un redressement de l'activité dans l'Union européenne s'avère beaucoup moins optimiste pour la France. Selon les prévisions publiées ce mardi en effet, la Commission européenne prévoit une croissance de 1 % cette année et de 1,7 % en 2015. Mais surtout, elle estime que l'Hexagone devrait afficher un déficit public équivalent 4,0% du PIB cette année. C'est-à-dire supérieur à la moyenne de la zone euro et de l'Union européenne.

Selon la Commission, les hausses d'impôts n'ont pas permis de générer les recettes attendues en 2013 et les efforts entrepris pour réduire le déficit n'ont pas été à la hauteur des recommandations données par Bruxelles. Et d'enfoncer le clou en assurant que "les objectifs de déficit [sont] menacés".

Un avertissement non négligeable alors que la Commission européenne avait déjà accordé à la France un délai de deux ans \_ jusqu'à 2015 \_ pour ramener son déficit public sous la barre de 3% du PIB. Jusqu'à présent, le gouvernement français tablait sur un déficit de 3,6% cette année et 2,8% en 2015, au prix de considérables réductions de dépenses.

Quant au déficit structurel (hors charge de la dette) il devrait s'améliorer de 0,75% en 2013 et de 0,5% en 2014. Mais "globalement, l'effort structurel devrait être inférieur" aux objectifs européens avertit encore la Commission.

### Marché du travail : pas d'impact avant 2015

Autre signe préoccupant, selon la Commission européenne, la France ne profitera pas de la même manière du mouvement de reprise enclenché sur le vieux continent. Si elle a relevé ses prévisions de croissance de 0,9% à 1% pour 2014 \_ une décision largement imputable à un rythme de croissance plus rapide que prévu fin 2013 \_ , la Commission souligne en effet qu'il n'y aura aucune reprise sensible de l'investissement en France avant 2015.

Pour la Commission, la croissance sera alimentée cette année par une "timide reprise de la demande intérieure, sur fond d'amélioration de la confiance". "L'activité devrait ralentir au premier trimestre 2014, avant de repartir à la hausse,

stimulée d'abord par une demande externe plus forte, relayée ensuite par la consommation des ménages".

Sur le front de l'emploi, la Commission européenne estime enfin que la réforme du marché du travail n'aura un impact positif qu'à partir de 2015. Le taux de chômage devrait se maintenir à 11% en 2014 et 2015, contre 10,8% en 2013.

## IV) Union Européenne : Montebourg s'attaque à la direction de la Concurrence



Arnaud Montebourg s'en est pris ce mardi à la Direction de la Concurrence de la Commission européenne | Philippe Huguen

L'Europe est une nouvelle fois la cible du ministre français du Redressement productif, Arnaud Montebourg. Sa cible, ce mardi : la direction générale de la Concurrence de la Commission européenne. «Nous n'avons pas besoin des talibans du droit de la direction générale de la Concurrence et cette direction devrait être démantelée d'urgence», a-t-il déclaré devant l'European American Press Club.

«La Commission européenne, qui applique le régime le plus sévère et le plus tatillon du monde, n'a pas compris que la mondialisation (...) place en face des entreprises européennes des pays qui autorisent des aides d'État massives (...) pour financer le renouveau industriel et technologique», a dit le ministre français, en mentionnant parmi ces pays la Chine, les États-Unis, la Corée du Sud, le Brésil.

«Pendant ce temps-là, vous avez les talibans du droit, enfermés dans leurs chapelles, qui édictent des interdictions», a-t-il poursuivi.

Selon le ministre français, «on applique de façon tatillonne, méticuleuse et intégriste des règles

issues d'il y a 50 ans». Le commissaire européen chargé de la Concurrence, Joaquin Almunia, «pense que la réforme des aides d'État, c'est la non réforme», a-t-il affirmé.

Arnaud Montebourg a soutenu une stratégie d'alliances industrielles : «J'ai dit à Joaquin Almunia : vous luttez contre les ententes, moi je les fais», a-t-il lancé.

Il a assuré qu'il défendait «le renouveau industriel aussi européen» et que l'appui au «made in France» n'était pas «xénophobe». «On n'est pas pour le droit du sang en économie, ça c'est les lepénistes. Nous on est pour le droit du sol. Tous ceux qui viennent en France produire sont les bienvenus», a-t-il dit.

LeParisien.fr

## V) Rachida Dati n'aime pas la "stratégie de Sarkozy"

Par Gaétan Supertino avec AFP



"Aujourd'hui, les Français ne veulent pas entendre on va abroger les 35h, la retraite à 75 ans...", estime Rachida Dati.  
© REUTERS

## La maire UMP du 7e arrondissement de Paris pense que l'ancien chef d'État veut revenir.

Rachida Dati n'est "pas très favorable" à la "stratégie de la carte postale" de Nicolas Sarkozy, qui multiplie les apparitions publiques sans se prononcer sur son avenir, a-t-elle fait savoir lundi soir sur BFMTV. "Je ne sais pas si c'est 2014 l'année du retour, le retour, tout le monde en parle", a commenté l'ex-ministre. Que Nicolas Sarkozy "ait envie" de revenir, "je le pense aussi,

je l'ai déjà dit", a également confié l'eurodéputée UMP.

<http://www.bfmtv.com/video/bfmtv/politique/dati-pas-tres-favorable-a-strategie-carte-postale-sarkozy-25-02-179680/>

"Après, il faut que les circonstances s'y prêtent et puis je ne suis pas très favorable à la stratégie dite de la carte postale", a ajouté l'ancienne Gardes des sceaux. Selon elle, "les Français n'ont pas besoin de carte postale, ils ont besoin de gravité, de hauteur et de responsabilité et aussi de dire: 'c'est quoi la France aujourd'hui'".

### L'UMP a "besoin de cohésion".

Un besoin de cohésion. "Tout explose, la gauche a fait exploser nos valeurs, notre cohésion", a par ailleurs accusé la maire du VII<sup>e</sup> arrondissement de Paris. "D'abord, il faut restaurer notre Nation (...) Aujourd'hui, les Français ne veulent pas entendre on va abroger les 35h, la retraite à 75 ans...", a-t-elle estimé. "On a besoin de cohésion, de restaurer nos valeurs communes", a conclu l'eurodéputée.

europel.fr

## VI) Frustrée, la jeunesse française rêve d'en découdre



Des jeunes en service civique, à Saumur, le 19 décembre 2013. | EDOUARD CAUPEIL/PASCO POUR "LE MONDE"

L'autoportrait est sombre. Amenés à définir leur génération, ce sont les mots « sacrifiée » ou « perdue » qui leur viennent le plus souvent à

l'esprit. A l'automne 2013, les jeunes de 18 à 34 ans étaient conviés par France Télévisions à répondre à un long questionnaire en ligne sur eux-mêmes et leur génération. 210 000 se sont pris au jeu de cette opération « Génération quoi ? ». Leurs 21 millions de réponses fournissent un matériau de recherche exceptionnel pour les deux sociologues de la jeunesse Cécile Van de Velde et Camille Peugny, maîtres de conférences respectivement à l'EHESS et à l'université Paris-VIII, qui ont contribué à concevoir le questionnaire. Ils en tirent aujourd'hui pour Le Monde les principaux enseignements, en se focalisant sur la tranche d'âge des 18-25 ans, centrale pour l'analyse.

### La vie en noir

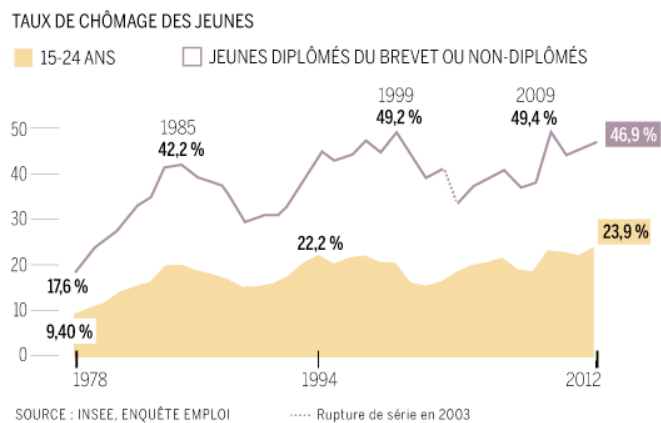
Interrogés sur leur devenir personnel, les jeunes répondants sont près des deux tiers à se déclarer plutôt ou très optimistes. En revanche, le regard qu'ils portent sur le destin de leur génération est extrêmement sombre. Vingt ans n'est pas le plus bel âge de la vie, pensent-ils majoritairement (à 51 %). Les mots-clés librement choisis pour définir leur génération sont édifiants : « sacrifiée », « perdue ». Et encore (après « Y », « Internet », « connectée »), « désabusée », « désenchantée », « galère »... « Autant sacrifiée » est un terme qui a pu être induit par le discours des médias, analysent Cécile Van de Velde et Camille Peugny, autant perdue » semble un choix spontané. » Donc révélateur.

Seuls 25 % des 18-25 ans ont la conviction que leur vie sera meilleure que celle de leurs parents. Ils sont 45 % à imaginer qu'elle sera pire, 29 % qu'elle sera semblable. Près d'un tiers (33 %) sont persuadés qu'ils ne connaîtront jamais autre chose que la crise. Quant à la vie de leurs propres enfants, 43 % pensent qu'elle sera encore pire que la leur. A toutes ces questions, les jeunes femmes répondent de façon encore plus pessimiste que leurs congénères masculins. « Ces pourcentages sont très élevés, sachant que les jeunes sont, dans la plupart des enquêtes, plus optimistes que leurs aînés. Ils le sont d'ailleurs dans cette enquête concernant leur avenir personnel, remarque M. Peugny. Ce qui apparaît ici, c'est le poids du discours de crise dans lequel nous baignons désormais, et le sentiment d'être pris dans une spirale du déclassement. »

Deux pondérations à apporter, selon lui, néanmoins. Les participants peuvent avoir été

tentés de « surjouer un discours noir et cynique, ce qui est une manière de conjurer le sort ». Surtout, cette génération est fortement clivée en fonction des parcours et des statuts, précaires ou non. Ce n'est pas une mais des jeunesse qui se dessinent. En passant des étudiants ou salariés en CDI aux chômeurs-intérimaires-inactifs, le pessimisme gagne 20 points. L'expérience du chômage affecte fortement la projection dans l'avenir.

### L'une des périodes les plus difficiles pour la jeunesse depuis 35 ans



### Un besoin de reconnaissance

« Les 18-25 ans qui ont participé font voler en éclats le mythe d'une société méritocratique » : voilà le second enseignement majeur de l'enquête, à entendre les deux sociologues. Près des trois quarts (70 %) d'entre eux ont le sentiment que la société française ne leur donne pas les moyens de montrer ce dont ils sont capables. « C'est massif, et en forte progression. En 2006, ils étaient 53 % dans ce cas. »

Les jeunes se montrent très sévères sur le fonctionnement du système éducatif à la française. Récompense-t-il le mérite ? Non, à 61 %. Donne-t-il sa chance à tous ? Non, à 61 %. Logiquement, plus le statut du jeune est précaire, plus son opinion est négative. Des réponses lourdes de rancœurs dans une société « où formation initiale et diplôme exercent une si forte emprise sur les parcours de vie ».

D'autant que dans la sphère professionnelle non plus, les jeunes n'ont pas l'impression que leurs mérites et efforts soient récompensés. 60 % des répondants ne se croient pas payés, par exemple, à la hauteur de leurs qualifications.

Dans cette enquête transparait donc, selon Cécile Van de Velde, « une génération consciente, lucide,

désillusionnée, selon laquelle les instruments de mobilité sociale ne fonctionnent pas ». « Les jeunes se sentent abandonnés par la société. Ils ne sont pas aux commandes de leur vie, ils subissent. Sont frustrés de ne pas pouvoir faire leurs preuves, montrer qui ils sont. » Pour réussir dans la vie, la moitié des répondants pense donc ne pouvoir compter que sur soi-même. « Les jeunes sont individualistes, libéraux, par dépit plus que par essence. » Puisque très majoritairement (77 %), ils estiment également que dans la vie, on ne peut pas s'en sortir sans solidarité.

### La valeur travail

Les jeunes valorisent d'autant plus le travail qu'il leur échappe, un quart d'entre eux connaissant le chômage. Seule une toute petite frange le rejette, envisageant de vivoter en marge du système. 81 % des répondants disent que le travail est important dans leur vie. Et pas seulement pour gagner de l'argent. La moitié déclare que travailler sert avant tout à s'épanouir. « Qu'ils soient soucieux de l'équilibre vie privée-vie professionnelle ne veut pas dire que la valeur travail se perd », commente Camille Peugny, pour qui rien n'est plus faux que les clichés sur une « génération feignasse » : « Impossible de faire une conférence sur les jeunes sans qu'un manager assure qu'à peine arrivés en entreprise, les jeunes ne s'intéressent qu'à leurs RTT. Platon déjà évoquait la décadence de la jeunesse, c'est un discours vieux comme le monde, lié au cycle de l'âge, à la difficulté à concevoir le changement apporté par les jeunes. »

A la question « Actuellement, es-tu épanoui dans ton travail ? », 62 % des 18-25 ans ont acquiescé. Mais la statistique chute à 43 % pour les intérimaires... L'enquête Génération quoi ? fournit le plus grand échantillon d'intérimaires jamais réuni (8 000 répondants dans cette situation), et leur « souffrance » saute aux yeux des sociologues. « Il faut sortir du discours sur l'intérim choisi. Ces jeunes veulent travailler davantage, ils ont le sentiment insupportable que leur destin est aux mains des autres, que leur sort dépend d'un coup de téléphone, ce qui interdit

### La tentation du départ

« T'installer à l'étranger, ça te tente ? » Evidemment oui, cela tente les trois quarts des participants à l'enquête. Inhérente à la jeunesse, cette envie d'aller voir ailleurs est plus que jamais

valorisée dans la société. Mais 24 % des jeunes se sont reconnus dans une expression volontairement rageuse, hargneuse, qui leur était suggérée : « Dès que je peux, je me barre. » « Une réponse aux portes fermées pour tous les jeunes dans l'impasse, chômeurs, petits contrats, stagiaires... », à en croire les sociologues.

### **Famille, je t'aime**

Toutes les questions portant sur les relations au sein de la famille suscitent des réponses unanimement positives. La famille apparaît plus que jamais comme la valeur refuge. S'ils doivent qualifier leurs relations avec les parents, 27 % des jeunes les décrivent comme « idéales », 53 % comme « cool », seuls 10 % les jugent « moyennes » ou « hypertendues ». Les parents, assurent-ils, sont fiers de leur parcours (89 %), les soutiennent dans leurs choix (91 %). Pour Camille Peugny, « les parents ont intériorisé le fait que la situation des jeunes est extrêmement difficile. Les quadras et quinquagénaires ont eux-mêmes connu la crise. Fini, les réflexions désagréables. Les deux générations sont solidaires dans la crise. Moralement et matériellement. »

Une bonne moitié des jeunes (53 %), même actifs, dit recevoir des aides parentales. Dans les familles, l'inquiétude est partagée. « Est-ce que tes parents sont angoissés par ton avenir ? » 63 % pensent que oui. Les réponses positives montent logiquement à 80 % pour les jeunes chômeurs ou inactifs. Mais atteignent tout de même 63 % chez les étudiants, et encore 47 % chez les jeunes en CDI. Même ce sésame recherché par tous ne parvient pas à apaiser l'anxiété familiale. « Cela rejoint les enquêtes sur les angoisses scolaires, la pression du diplôme, poursuit M. Peugny. Et cela montre que les parents sont parfois un brin schizophrènes : ce sont les mêmes qui, dans leurs fonctions en entreprise, ne sont guère pressés d'intégrer les jeunes dont ils ont une image peu flatteuse. »

### **La faute aux baby-boomers**

Autre ambivalence, chez les jeunes cette fois : ils ne sont pas en conflit avec la génération parentale parce que les relations sont souples, les solidarités fortes. Mais cela ne les empêche pas d'en vouloir à leurs aînés de ne pas leur faire de place dans la société. Pour un jeune sur deux, les générations précédentes sont responsables de leurs difficultés. « C'est assez nouveau en France, et l'on peut penser que cela monte, surtout chez les étudiants,

observe Cécile Van de Velde. Le problème d'équité entre générations se conscientise, sans doute du fait de la politique d'austérité, de la réforme des retraites et des débats sur le poids de la dette. Les jeunes pensent qu'ils font les frais de tout cela. » Mais sur une même génération, leur regard est double. Les mêmes qui disent « Marre des baby-boomers, on paye pour leur retraite, nous on n'en aura pas » ne veulent surtout pas que la retraite de leurs parents soit amputée – c'est particulièrement frappant chez les jeunes filles. « Ce qui explique en partie pourquoi le mouvement des Indignés a si peu pris en France... »

### **La politique, ils n'y croient plus**

Vis-à-vis d'elle, la défiance est énorme. Près de la moitié (46 %) des répondants n'ont pas du tout confiance dans les femmes et hommes politiques. Certes, ils sont encore plus nombreux à se méfier des institutions religieuses (60 %) Et presque aussi sceptiques à l'égard des médias (40 % de non-confiance) que des politiques.

Mais pour la moitié des 18-25 ans, c'est tout vu, les politiques sont « tous corrompus ». Ces derniers ont bien encore du pouvoir (64 % des réponses), mais l'utilisent mal, puisqu'ils laissent la finance diriger le monde (90 %). La charge est violente, aux yeux des deux sociologues : « Les jeunes expriment une demande d'Etat, en souhaitant par exemple que leur période de formation soit financée. Ils pensent que les politiques, s'ils en avaient le courage, pourraient avoir une influence sur leur vie. Mais qu'ils ont laissé la finance prendre le pouvoir. Il y a du mépris dans ce regard des jeunes. Ils n'y croient plus. »

Chez eux, jeunes diplômés en tête, le sentiment que droite et gauche se valent semble encore plus fort que dans l'ensemble de la population. « Ils font l'expérience de la désillusion politique. C'est la première fois qu'ils vivent la gauche au pouvoir. Et ils ont le sentiment que rien ne change pour eux. » Voilà qui poussera massivement à l'abstention, anticipent les chercheurs. « Ce sont des gens informés, qui ne se fichent pas de la politique, qui ont des habitudes participatives liées à l'usage des réseaux sociaux. Mais l'offre politique ne répond pas à leurs attentes. La démocratie ne s'adresse pas à eux. Ils n'iront pas voter mais ce sera une abstention politique, réfléchie, presque militante. »

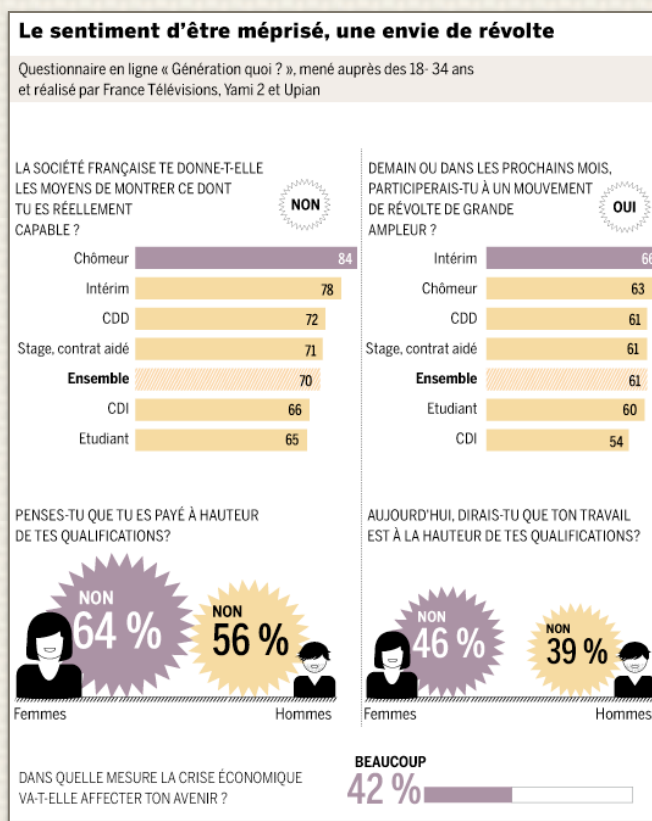
S'ils critiquent au plus haut point la politique



traditionnelle, les 18-25 ans s'engagent plus volontiers dans un militantisme de terrain : manifestations, associations, solidarités locales... Leur altruisme semble plus marqué que celui du reste de la population. 80 %, par exemple, seraient favorables à un service civique obligatoire. Autre valeur classique de la jeunesse, la tolérance demeure forte (70 % estiment que l'immigration est une source d'enrichissement culturel) mais semble s'éroder. « A l'image de ce qui se passe dans l'ensemble de la société, une grosse minorité campe sur des positions autoritaires et xénophobes. Une véritable bombe à retardement, craint Mme Van de Velde. Ce sont les jeunes invisibles, dans des vies d'impasse, perdants de la mondialisation. Beaucoup de ruraux et de périurbains, en difficulté, déclassés. Ils sont souvent tentés par le Front national. » Un tiers des répondants envisagent que des emplois puissent être réservés aux Français.

Besoin d'expression étouffé. Frustrations de ne pas avoir de place, de n'obtenir aucune reconnaissance sociale, de ne pouvoir devenir des citoyens à part entière, dotés d'un travail et d'un logement. Trajectoires déviées parce que l'emploi trouvé ne correspond pas aux études. Craintes pour l'avenir. Défiance vis-à-vis du politique... « Ce sentiment d'être privés de l'essentiel constitue un terreau fertile à la contestation. »

Jamais la jeunesse, en France, n'a été aussi éduquée. Lorsqu'ils sont chômeurs, stagiaires, coincés dans l'intérim, ces enfants de la démocratisation scolaire et de la mondialisation culturelle, extrêmement informés, vivent comme une indignité de devoir se contenter de survivre alors que leurs études ont fait naître de forts espoirs. D'où cette frustration existentielle et cette capacité à développer un discours de plus en plus critique sur l'épreuve sociale qu'ils traversent. « Un nous" pourrait se former, croient les sociologues, si les diplômés étaient rejoints par les jeunes en désespérance sociale. »



A la question « Est-ce que tu participerais à un mouvement de révolte type Mai 68 demain ou dans les prochains mois ? », ils sont 61 % à dire oui. Tous quasiment égaux dans la colère, femmes et hommes tirés d'affaire et jeunes en galère... 66 % des intérimaires. 63 % des chômeurs. 60 % des étudiants. Et même 54 % des employés en CDI !

« Les jeunes ne sont pas dans la résignation. Il y a une énergie latente, comme en 1968 », perçoit Cécile Van de Velde. En temps de crise, explique-t-elle, on peut adopter une stratégie d'adaptation au système (loyalty), de départ (exit), ou de révolte (voice). « Loyalty" pourrait bien se transformer en voice" si rien ne bouge... Il suffit d'une étincelle... » Et d'une figure cible. La chance des politiques jusqu'à présent ? Qu'il soit plus malaisé de se rebeller contre un ennemi lointain et abstrait – la finance, la mondialisation, l'Europe – que contre la génération de ses parents, comme en 1968.

## Un vent de révolte

Une Cocotte-Minute qui n'aurait pas de soupape. Telle est l'inquiétante image choisie par les deux sociologues pour décrire le « fort potentiel de révolte » perçu au travers de cette vaste enquête. « C'est une génération qui veut entrer de plain-pied dans une société vieillissante. Elle enrage de piétiner à son seuil. Elle ne veut rien renverser, elle n'est pas en conflit de valeurs, mais elle trouve toutes les portes fermées, et elle envoie un avertissement. »

lemonde.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

## VII) Déficit, chômage, croissance : la France mauvaise élève de l'UE



Par Challenges.fr

**Selon la commission européenne, si la situation économique s'améliore dans l'UE, la France reste à la traîne. Pour Moscovici les engagements de réduction de déficit seront pourtant tenus.**



Jose Manuel Barroso, le Président de la Commission européenne avec la chancelière allemande Angela Merkel et le Président français François Hollande. (SIPA)

L'économie européenne va poursuivre en 2014 sa reprise économique, amorcée au deuxième trimestre de 2013. C'est ce qu'a annoncé la Commission, mardi 25 février à Strasbourg à l'occasion de la publication de ses prévisions macro-économiques dites d'hiver pour les deux années à venir. Prévisions portant à la fois sur la zone euro et l'ensemble de l'UE.

Olli Rehn, le vice-président de la Commission chargé des Affaires économiques et monétaires et de l'euro, résume d'une phrase la situation: "Il y a trois grands messages: la reprise gagne du terrain dans l'UE et se propage même si elle reste modéré; les conditions sur les marchés financiers n'ont cessé de s'améliorer depuis maintenant deux ans et cela devrait aller de mieux en mieux pour les financements des PME."

La croissance devrait ainsi progressivement s'intensifier et atteindre, selon les estimations, 1,5 % dans l'UE et 1,2 % dans la zone euro en 2014 (2% et 1,8% respectivement en 2015). Des signaux plutôt positifs qui se répercutent sur le domaine de l'emploi, puisque la Commission confirme également une future stabilisation du chômage pour les semestres à venir. Elle prévoit même une légère décreue dans la zone euro.

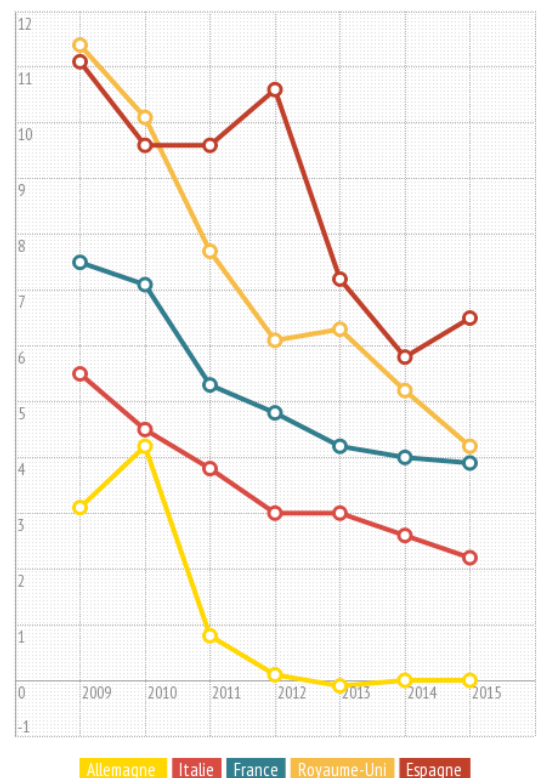
Autre conséquence de cette reprise et de ce regain de confiance: le risque de voir la faible inflation se transformer en déflation test est, selon la commission devenu "marginal".

### La France patine sur tous les plans

Cette amélioration globale ne profite néanmoins pas à tous les pays. Olli Rehn juge certes que "les différences entre les pays devraient s'amenuiser au fur et à mesure des années". Mais pour l'heure, les prévisions confirment notamment les difficultés d'un pays -la France- à tenir les promesses qu'elle a faites à la Commission!

Alors qu'il s'était engagée à réduire le déficit à 3% du PIB à la fin 2015, le gouvernement français ne sera pas en mesure d'y parvenir, prévoit clairement Bruxelles. Ayant déjà échoué à réduire le déficit à 3,9% en 2013 (en fait, 4,1%), la France n'atteindrait que 4% en 2014 et seulement 3,9% pour 2015! Rappelons que Bruxelles avait exigé 2,8% pour 2015.

Déficit public en pourcentage annuel



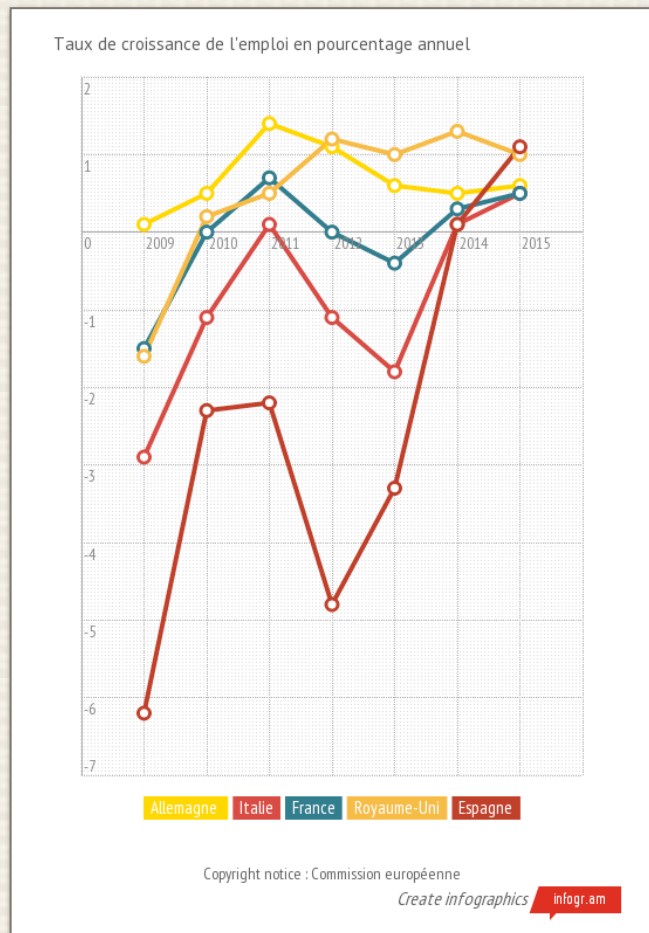
Copyright notice : Commission européenne

Create infographics infogr.am

Du côté de la croissance, les prévisions ne sont pas plus encourageantes. Le PIB de la France ne devrait, selon les experts européens, ne progresser que de 1% cette année puis de 1,7% en 2015,

autrement dit à un rythme systématiquement inférieur à la moyenne de la zone euro...

Cette sombre perspective conduit l'institution à ne pas envisager d'amélioration de la situation de l'emploi pour les Français. Le chômage devrait, toujours selon ses prévisions, stagner à 11% dans les deux prochaines années. Enfin et surtout, la dette continuerait de croître, passant à 96,1% cette année, puis à 97,3% en 2015...



Ces sombres perspectives n'empêchent visiblement pas Pierre Moscovici de rester optimiste. La réponse, en début d'après-midi, du ministre de l'Economie à Bruxelles a été prompte et claire : "la France a une trajectoire qu'elle a présentée à la Commission européenne et elle s'y tient". Paris table donc toujours sur un déficit public à 3,6% du PIB fin 2014 et 2,8% fin 2015. Et Pierre Moscovici d'assurer qu'il n'est pas question pour la France de demander un nouveau "délai" à Bruxelles.

Théo Recoules, à Strasbourg

### Prévisions d'hiver 2014: la reprise gagne du terrain

Selon les prévisions d'hiver de la Commission européenne, la reprise économique se poursuivra dans la plupart des États membres et pour l'UE dans son ensemble. Après la sortie de la récession au printemps 2013 et trois trimestres consécutifs de timide reprise, les prévisions tendent vers une augmentation modérée de la croissance. Après une croissance du PIB réel de 1,5% dans l'UE et 1,2% au sein de la zone euro en 2014, l'activité économique devrait connaître en 2015 une accélération, à 2,0% dans l'UE et 1,8 % dans la zone euro. Chacun de ces chiffres représente une révision à la hausse de 0,1 point de pourcentage par rapport aux prévisions de l'automne 2013. Les prévisions se fondent toujours sur l'hypothèse que la mise en œuvre de mesures adoptées à l'échelle de l'UE et des États membres stimule la confiance ainsi que les conditions financières et favorise l'ajustement économique nécessaire dans les États membres en améliorant leur potentiel de croissance.

Il convient de noter que les prévisions pour le Portugal sont fondées sur les projections élaborées dans le contexte du dixième réexamen du programme d'ajustement économique, à la mi-décembre, et qu'elles seront mises à jour à la suite du onzième réexamen du programme, en cours. Les prévisions pour Chypre ont été finalisées début février, après le troisième réexamen du programme et avant que la quatrième estimation trimestrielle rapide du PIB ne soit disponible.

À propos de ces prévisions, Olli Rehn, vice-président de la Commission chargé des affaires économiques et monétaires et de l'euro, a déclaré: «La reprise gagne du terrain en Europe, après le retour à la croissance intervenu au milieu de l'année dernière. Le renforcement de la demande intérieure cette année devrait nous aider à obtenir une croissance plus équilibrée et durable. Le rééquilibrage de l'économie européenne progresse et la compétitivité extérieure s'améliore, notamment dans les pays les plus vulnérables. Même si le pire de la crise est probablement derrière nous, il ne faut pas relâcher l'effort, car la reprise est encore modeste. Pour la renforcer et créer davantage d'emplois, nous devons maintenir le cap des réformes économiques.»



## La croissance économique sur une assise plus large

Le renforcement de l'activité aussi dans les pays vulnérables est une nouvelle tendance qui devrait se poursuivre. Les indicateurs à haute fréquence montrent de très nets signes d'amélioration dans la plupart des pays. Cependant, compte tenu des caractéristiques des reprises qui ont suivi de précédentes crises financières profondes, le redressement actuel de la conjoncture semble relativement mitigé dans l'ensemble. Cette faiblesse traduit les incidences durables, bien qu'atténuées, de la crise économique en matière de pression exercée en faveur du désendettement, de contraintes de financement et de besoins d'ajustement interne et externe. Même si les conditions de financement sont en général favorables, de grandes différences subsistent entre les États membres et entre les entreprises de tailles différentes. Toutefois, après avoir décliné fortement pendant plusieurs trimestres, les investissements ont rebondi et devraient s'accélérer au cours de la période de prévision, y compris, dans une certaine mesure, dans le secteur de la construction. Le recul des incertitudes devrait soutenir le renforcement de la demande, qui devrait être le moteur clé de la croissance face à l'affaiblissement progressif des facteurs susmentionnés.

Le marché du travail se caractérise par une situation de l'emploi qui se stabilise lentement et un taux de chômage qui reste élevé, étant donné que l'évolution de ce marché est généralement en retard d'un semestre ou plus par rapport à celle du PIB. Dans le droit fil de ce scénario, nous devrions assister à une faible augmentation de l'emploi à compter de cette année et à une baisse du taux de chômage qui devrait tendre vers 10,4 % dans l'UE et 11,7% au sein de la zone euro d'ici 2015, les disparités entre les pays restant très prononcées.

Une faible inflation des prix à la consommation devrait prévaloir dans l'ensemble de l'UE et de la zone euro en 2014, à hauteur de respectivement 1,2% et 1,0%, avant de légèrement augmenter, d'environ ¼ de point de pourcentage, en 2015 lorsque la croissance économique s'accélénera.

Ces dernières années, les balances courantes des États membres vulnérables ont connu une amélioration après des gains constants de compétitivité des prix et un renforcement de leurs filières d'exportation. Plusieurs de ces économies devraient enregistrer des excédents de leur balance courante en 2014 et 2015.

L'assainissement budgétaire donne des résultats. La réduction des déficits publics devrait se poursuivre. En 2014, les déficits budgétaires nominaux devraient tomber à 2,7 % du PIB dans l'UE et à 2,6 % dans la zone euro, alors que le ratio dette/PIB atteindrait près de 90% dans l'UE et 96% dans la zone euro. Le rythme de l'assainissement sur le plan de l'équilibre budgétaire structurel indique une orientation budgétaire globalement neutre.



## Les risques s'équilibrent davantage

Les risques sont plus équilibrés qu'à l'automne. Le principal risque d'une révision à la baisse de la perspective de croissance proviendrait d'une nouvelle perte de confiance qui pourrait découler d'une stagnation des réformes au niveau national et européen. Cela augmenterait la probabilité d'une croissance faible sur une longue période en Europe et aurait des conséquences négatives sur l'activité économique durant la période de prévision. Tandis que l'évolution actuelle des prix traduit à la fois des facteurs externes et le processus d'ajustement en cours, une inflation très faible sur une période prolongée dans la zone euro entraînerait des risques pour le rééquilibrage de l'économie. Toutefois, étant donné le renforcement progressif de la reprise et le regain de confiance, il n'existe qu'une probabilité marginale de chocs assez importants pour invalider les prévisions d'inflation et faire entrer l'UE en déflation. D'autre part, il existe un risque à la hausse, à savoir une reprise plus forte que prévu, qui pourrait se produire si de nouvelles réformes structurelles audacieuses sont mises en œuvre. Cela entretiendrait des effets de rétroaction positifs entre la confiance, la croissance économique - surtout de l'investissement - et la capacité du secteur bancaire à accorder des prêts.

## **Pour de plus amples informations, voir:**

[http://ec.europa.eu/economy\\_finance/eu/forecasts/2014\\_winter\\_forecast\\_en.htm](http://ec.europa.eu/economy_finance/eu/forecasts/2014_winter_forecast_en.htm)

**A Suivre...**  
**La Presse en Revue**

Samedi 8 Mars 2014 de 13h à 18h

# JOURNEE DE LA FEMME CENTRAFRICAINE

Table ronde de femmes sur le thème :  
**Chrétiennes et Musulmanes**  
Une force pour la R.C.A. Centrafrique



## une journée pour un nouveau départ...

**SAMEDI 8 MARS 2014 de 13h à 18h**  
**THEATRE DU GYMNASSE**  
**38 Boulevard Bonne Nouvelle PARIS X°**

**Entrée Libre**

**Métro : Bonne Nouvelle**

**Parking : Rex Atrium**



**Un évènement organisé par les femmes de**  
**PERLES DE LUMIERE D'AFRIQUE**

**Info : 07 71 10 60 33/ 06 21 35 25 99**



# JOURNÉE INTERNATIONALE DES DROITS DES FEMMES

Samedi 08 Mars 2014 de 14h à 17h

**Les femmes du monde mettent à l'honneur  
« La femme Centrafricaine »**

**Conférence-Débat sur la situation en République Centrafricaine**

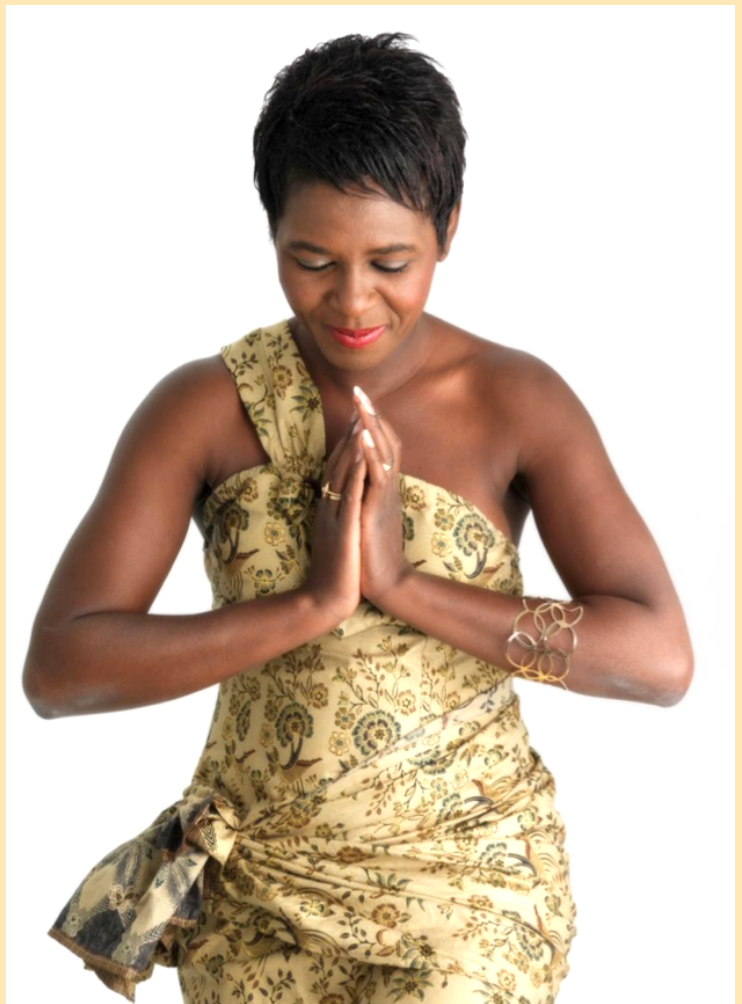
***Le début d'une nouvelle ère***



**SALLE DEVOSGE  
5 bis Rue Devosge  
21000 Dijon**

**Entrée libre (Buffet)**

**Infos :  
06 76 25 16 87  
06 24 12 05 74**



**Lydie Pace (soprano dramaticque)  
Frédéric Prébolin (piano)**

*Avec le soutien de la Mairie de Dijon, du Député de la Côte d'Or Laurent Grandguillaume, De la Diaspora AfroAntillaise de Bourgogne, des femmes de « Perles de lumière d'Afrique » (Paris) et de, Fraternité Boganda (Toulouse & Le KremlinBicêtre), avec le parrainage de Madame Boganda Hélène.*